



accueil - documents par thème - commissions et collectifs - tracts - nous écrire - adhérer - fédérations

Rechercher

ok

Les commissions

- Aménagement du territoire, Ecologie, Ruralité
- Bureau de presse
- Collège exécutif
- Commerce équitable et économie solidaire
- Communication
- Conseil national
- Culture
- Droits des femmes et féminisme
- Droits des migrants
- économie - argent politique
- Election
- Emploi
- Enseignement
- Europe
- Formation des communistes
- Information des communistes
- Jeunesse
- Justice
- Libertés, démocratie, luttes contre les discriminations
- NTIC
- Pour un système de santé et de protection sociale moderne
- Pour une écologie alternative
- Promotion et développement des Services publics
- Relations internationales
- Retraites
- Sports
- Territoires, ville environnement et développement durable

Commission nationale Pour une écologie alternative - environnement@pcf.fr

Quand les associations se retrouvent au coeur des nouvelles pratiques solidarités

En partenariat avec le conseil régional, des militants associatifs aident des élèves par la convivialité et l'intelligence formatrice. Reportage en PACA.

«Aujourd'hui, maîtriser les nouvelles technologies de l'information et de la communication est primordial pour s'insérer dans la société. Et cela autant pour les études que pour le travail ou l'accès au loisir. Notre mission est d'accompagner les personnes handicapées et les personnes âgées dans cet univers, tant par des conseils pour l'équipement qu'à travers des formations. »

Ergothérapeute et directrice de l'association ICOM Provence, Géraldine Guillouzouic a conçu, avec son équipe, son centre de ressources informatiques, situé sur la route des Calanques à Marseille, comme un lieu convivial et un point de rendez-vous. Les 80 élèves suivent les formations à leur rythme, l'important est qu'ils parviennent à être autonomes face à l'ordinateur.

« Le simple fait d'effectuer ses courses, de consulter des offres d'emploi ou des annonces immobilières sur Internet peut transformer la vie de ces personnes », poursuit Géraldine Guillouzouic. « Il existe du matériel adapté à tous types de handicap, que ce soient des claviers, des souris, des écrans ou des logiciels. Mais s'équiper peut être rapidement onéreux. C'est pourquoi nous aidons les personnes handicapées à déterminer de quoi elles ont réellement besoin. »

Pour offrir des conseils pointus, ICOM Provence a mis en place un secteur de veille technologique qui lui permet de recenser et de connaître les caractéristiques de l'ensemble des logiciels et des ordinateurs adaptés mis sur le marché. En partenariat avec la région PACA, elle prépare également un rapport sur l'accessibilité des personnes handicapées aux lieux publics où est proposée une connexion Internet.

L'accès aux nouvelles technologies peut également être barré pour des raisons financières. L'association Espace Lonchamp, véritable oasis sociale dans le centre de Marseille, accueille les enfants du quartier dans le cadre d'un centre aéré. Sa dynamique directrice, Corinne Robrieux, a réussi à obtenir les financements destinés à équiper un atelier informatique et Internet.

« Nous nous sommes aperçus que nos ordinateurs n'étaient pas utilisés en permanence, ni par les activités de loisir, ni par le soutien scolaire », se souvient-elle. « Des éremistes suivent donc durant quatre jours une formation dispensée par un professionnel et bénéficient pour 20 euros, grâce à un financement de la région, d'une formation de base sur les logiciels courants et la navigation sur Internet.

Par ces deux exemples dans le seul secteur de la lutte contre la fracture numérique, l'économie sociale et solidaire démontre qu'elle peut non seulement répondre à des besoins, mais aussi générer sa propre économie et créer de l'emploi. Ce qui commence à être compris.

À Marseille, une pépinière d'entreprises, Inter-Made, accueille depuis 2002 une dizaine de projets d'activités menés par 14 jeunes gens âgés de dix-huit à trente-cinq ans.

« Nous offrons plusieurs services aux futurs créateurs d'entreprise ou d'association dans les secteurs de l'économie sociale et solidaire : un hébergement juridique, en prêtant notre numéro de Siret, et physique dans nos bureaux, un accompagnement individuel et collectif, la mutualisation du matériel et des compétences, et une rémunération pendant dix-huit mois », raconte Sabine Lagardère, la directrice de cette couveuse. « À la différence de l'économie classique, nous formons au métier d'entrepreneur en privilégiant la coopération à la compétition. »

Ferme biologique, potager éducatif, épicerie spécialisée dans le commerce équitable, prestations informatiques sur les logiciels libres. Ceux qui désirent « entreprendre autrement » ne manquent pas d'idées. Durant dix-huit mois maximum, Inter-Made va accompagner les jeunes entrepreneurs solidaires dans un test grandeur nature, avant qu'ils ne rejoignent le marché concurrentiel. Il s'agit de voir si le dossier de départ est viable et si la personne qui le porte, diplômée ou non, est apte à se jeter dans le grand bain après avoir reçu les formations dispensées par Inter-Made.

« L'économie sociale et solidaire est en pleine croissance et possède un grand potentiel d'emploi, particulièrement pour les jeunes », reprend Florent Houdmon, chargé d'appui dans la structure. « Elle s'insère dans tous les secteurs d'activités, mais avec des échanges économiques responsables, une conscience de l'impact social et environnemental de l'activité, des prix justes, une démarche participative.

L'économie solidaire s'inscrit également dans le développement durable. »

Plus loin, rue de la République, au coeur de Marseille, l'ambiance est à la fête : Accès Conseil célèbre ses vingt ans. C'est l'une des 63 boutiques de gestion qui mailent le territoire national. « Nous assurons des conseils en création d'entreprise, de la recherche d'idées jusqu'au suivi deux ou trois ans après la mise en oeuvre, explique le jeune directeur Laurent Bonnet. Le fait d'avoir été accompagné augmente de 20 % les chances de survie d'une entreprise. »

Outre le siège marseillais, quatre autres villes du département bénéficient d'une permanence quotidienne (Arles, Aix, Vitrolles et Miramas) et des demi-journées sont assurées à Martigues et Marignane. Ainsi, la petite équipe de 15 personnes a, l'an dernier, accueilli 1 161 personnes, en a accompagné 412, ce qui a débouché sur 222 créations d'entreprise.

Pour célébrer l'anniversaire, Christiane Lecocq, la présidente du réseau national des boutiques de gestion, a fait le déplacement. Cette dame souriante et affable expose avec clarté la philosophie de ce réseau : « Nous voulons diversifier l'activité économique car on sait trop bien les drames qu'entraîne une mono-industrie qui s'écroule. Nous enracinons les entreprises dans le territoire pour éviter les risques de délocalisations cyniques. Nous adaptons l'économie à l'évolution rapide des besoins et pérennisons les entreprises nouvelles. »

Malgré les excellents résultats du pôle coeur de métier (une augmentation de 18 % par rapport à 2002), la petite équipe marseillaise ne s'endort pas sur ses lauriers. Parmi les nombreux défis qu'elle se fixe, le futur sera incontestablement là aussi placé sous le signe de l'économie sociale et solidaire : « Il y a beaucoup de niches à exploiter, sur lesquelles nous devons nous positionner, via une association, une coopérative ou une mutuelle, le principe de base étant que les bénéfices ne seront jamais redistribués aux actionnaires, aux membres, aux clients. » C'est ensuite relever le défi d'une utilité sociale : « Pour exemple, le projet de location de mobylettes aux demandeurs d'emploi ne pouvant pas se déplacer que nous avons accompagné cette année à Château-Arnoux, ou celui d'une entreprise de réhabilitation des espaces collectifs par des personnes en insertion à Saint-Étienne-les-Orgues. »

En 2002, cette structure a signé une nouvelle convention avec le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour « accélérer le développement de ce secteur ». Et Laurent Bonnet de conclure : « Ce domaine véhicule des notions de développement social du territoire, d'égalité des chances, de projet de société prenant en compte des capacités économiques autant qu'humaines. Autant de valeurs que nous partageons et qui expliquent notre engagement. »

Marc Leras

hébergement:

NotAktiv

Conception:

www.pcf.fr

le Parti communiste

Contact : webmestre@pcf.fr

Parti communiste français
2, place du colonel Fabien
75019 Paris

Téléphone: 01.40.40.12.12

Fax: 01.40.40.13.56